

18 avril 2006

SECURITE, DEFENSE, ARMEMENT

Ma génération a eu la chance d'arriver à l'âge adulte quand la France sortait d'un isolement diplomatique lié à la guerre d'Algérie, et où s'ouvrait la voie de la réhabilitation complète de son indépendance et de sa position comme puissance économique, militaire et diplomatique. La perspective tracée par le général de Gaulle, Président de la République, d'être une puissance crédible par la maîtrise des technologies stratégiques, du nucléaire, du spatial, de l'informatique, des matériaux, des grands projets comme le Concorde, etc, en toute indépendance, était fortement mobilisateur. J'ai eu la chance de participer à cette aventure qui a mobilisé nos générations avec un élan d'enthousiasme partagé .

Plus particulièrement sur la défense avec mes camarades Ingénieurs de l'Armement nous avons été les Vulcains qui ont permis la victoire du monde occidental contre le monde soviétique, sans confrontation directe. Durant la guerre froide l'affrontement sur les performances techniques ou industrielles de nos armements était quotidien, nos forces devant faire face au nombre et à la qualité des armes du pacte de Varsovie (l'Otan disposait de 10 000 chars et le pacte de 30 000, il fallait donc doter nos matériels de sur-performances). Les conflits du Moyen Orient nous ont donné beaucoup d'information sur les équipements des forces du pacte. Le combat arme-cuirasse a été de tous les instants., et il continue avec encore plus d'âpreté dans ce que l'on appelle les combats de Haute Intensité, mais il ne faut pas mépriser toutes les autres situations notamment le maintien de la paix qui a des exigences particulières.

La déconfiture du pacte a entraîné une période d'incertitude où certains ont voulu toucher les dividendes de la paix ; la décroissance brutale des efforts de défense et l'absence d'un ennemi identifié a dérouté bien des politiques. Les conséquences ont été brutales notamment en ex-Yougoslavie. Le livre blanc de 1994 a ouvert la voie de la professionnalisation des armées, tirant les conclusions de la première guerre du Golfe, des premiers conflits des Balkans, et il a mis l'accent sur les risques et menaces très diverses. Les armées ayant besoin d'armement beaucoup plus performants, plus sophistiqués mais en nombre plus réduits. Le management des opérations devient beaucoup plus complexe, l'information et sa vitesse de circulation deviennent une arme essentielle.

Le 11 septembre 2001 a apporté une dimension nouvelle par le terrorisme international, il nous était déjà connu (Port Royal en 1995). Dans ce contexte l'exigence nouvelle consiste en un effort encore plus net sur l'information, le traitement des données et la rapidité de leur traitement pour les acteurs sécuritaires. La défense est sortie du cadre strictement militaire, pour aborder tous les aspects de la vie de la Cité, comme le prescrivait l'ordonnance de 1959, elle est vraiment globale et la BITD (Base Industrielle et Technologique de Défense) un outil de puissance. L'Intelligence Economique devient un outil du management de mobilisation de la puissance economico-technologique.

Guerre et paix ?

Laissons les utopistes pour considérer que le monde est dangereux, et que la violence du monde entraîne la violence sur notre sol ou envers nos concitoyens et nos intérêts vitaux . Paul Valéry écrivait « la conscience semble un miroir d'où tantôt le ciel, tantôt le fond, viennent vers le spectateur ». Il est agréable d'en contempler le ciel, mais il importe d'en percevoir les « fonds », ou le mal dans le monde.

Nos disposons de moyens de destruction de plus en plus performants entraînant des effets plus terribles mais plus ciblés. Devant la croissance des capacités de violence, y a-t-il accroissement de la morale ?

Des faits mesurés nous disent que le nombre de guerre a diminué de 40% depuis 1992, qu'entre 1970 et aujourd'hui le nombre de guerres interétatiques a été divisé par 6 ! De même le nombre de morts de faits de guerre a été divisé par 3 depuis 1950.

Par contre le coût direct des conflits a quadruplé de 1950 à 1980 pour revenir aujourd'hui au niveau initial .

Les peuples des démocraties demandent prioritairement à leurs gouvernants le bien-être économique et social de préférence à la guerre ; si le nombre de démocraties a doublé de 1990 à 2002 , parallèlement le nombre d'états défaillants s'est aussi accru, et plus un pays est peu stable et pauvre, plus il est enclin à faire la guerre !

Que disent les penseurs :

Doyle : « la guerre entre démocratie est devenue impossible »,

Fukuyama croit en l'universalisation de la démocratie libérale,

Huntington croit lui au choc des civilisations notamment entre le monde islamique et le monde judéo-chrétien,

E. Todt pense que l'islam s'apaisera de lui-même par l'alphabétisation, en effet l'alphabétisation est le meilleur moyen, long et chaotique, vers la stabilité ; l'indicateur le plus pertinent en est la baisse de la fécondité des populations.

Que font les Nations Unies dont la charte promet la paix sur ce monde ?

Depuis le traité de San Francisco du 26 juin 1945, le droit international s'est affermi et les décisions du Conseil de Sécurité ont acquis de l'autorité même si les moyens de coercition sont souvent modestes. Le nombre d'opérations de 'peace keeping' a été multiplié par 4 de 1980 à 2000.

La France est engagée, sous mandat, sur deux théâtres majeurs les Balkans et la Côte d'Ivoire

Le grand homme d'état Brésilien Rui Barbosa ¹ a parfaitement résumé ces propos en écrivant : « La fragilité des moyens de résistance d'un peuple éveille chez ses voisins les plus bienveillants des intentions inattendues ; elle transforme les plus désintéressés en ambitieux , les plus faibles en forts, les plus indolents en agressifs ».

¹ Rui Barbosa, 1849-1923, Homme d'état brésilien, orateur fameux , écrivain de talent, a combattu l'esclavage, a prôné la collaboration pacifique entre les races et fut défenseur, trois ans avant Zola, du capitaine Dreyfus.

Politique d'Armement

Dans ce contexte nos armées qui doivent protéger nos intérêts vitaux, nos ressortissants et nos engagements internationaux ont besoin des moyens humains et d'armement.

Quels sont les ingrédients de la réussite de ces missions ? Sans citer Sun Tsu, je dirai simplement . Il leur faut :

1. des hommes motivés par une idéologie (nationaliste ou universaliste), bien formés et en quantité juste raisonnable, le nombre n'est plus décisif.
2. des armements qui permettent la supériorité technologique et la productivité des effectifs.

J'aime citer l'Empire Romain d'Orient qui a survécu 7 siècles à celui de Rome parce qu'il avait ces deux ingrédients et notamment les fameux feux grégeois.

De même l'armée française en 1914 disposait d'une artillerie beaucoup plus performante avec le canon de 75 doté du lien élastique inventé par Sainte Claire Deville, mais comme toute innovation malgré les avantages qu'elle a procuré au début du conflit, cette supériorité a eu une durée courte car vite copiée et en mieux.

Bien des auteurs ont écrit que certaines guerres ont été perdues parce qu'elles avaient été faites avec les armes de la précédente, ils ont raison car la supériorité technologique est un facteur fort de motivation du soldat. J'ai vécu l'exemple de nos soldats lors de la première opération de la FINUL qui ne disposant pas encore du FAMAS, ont demandé en urgence une autre arme individuelle que celle en dotation. Mais aujourd'hui aucun ne voudrait partir en opération sans le FAMAS.

De même à l'image des produits de consommation, les armement nouveaux ne peuvent être justifiés par des effets de gain de technologie pure ou de mode. Des travaux très sérieux doivent dominer et anticiper la naissance d'un nouvel armement., souvent de longues années de recherches sont nécessaires avant de lancer un programme.

Le processus adopté par la France est le suivant :

Un plan prospectif à 30 ans envisage les scénarios stratégiques , les évolutions des menaces et les percées technologiques. Cet exercice difficile est conduit par des officiers et de ingénieurs particulièrement compétents où les hypothèses sont multiples et souvent divergentes. Ces travaux, et cela est nouveau, sont conduits dans un objectif capacitaire (effet à attendre sur l'objectif) hors de tout contexte organisationnel (la référence à une armée est exclue) seules les grandes fonctions opérationnelles ou Systèmes de Forces, encadrent la réflexion, ce sont :

1. la dissuasion
2. la frappe dans la profondeur,
3. La mobilité stratégique et tactique,
4. la maîtrise du milieu aérospatial,
5. la maîtrise du milieu aéromaritime,
6. la maîtrise du milieu aéroterrestre.

Dans ce cadre les plans de recherche de défense dotent soit la recherche duale par le PCRD (Programme Cadre de Recherche Technologique et de Développement) du MINRECH soit les laboratoires spécialisés tels l'ONERA, le CTA, ou l'Institut Franco-Allemand de Saint Louis² avec comme objectif les modèles technologiques à 15 ans dont on peut citer comme capacités, la numérisation de l'espace de bataille, les armes à effet dirigé, la protection contre les attaques informatiques, l'avionique modulaire intégrée, l'interface homme-machine, etc..

Plus en aval, l'on met en œuvre les études amont qui permettent notamment de lever les incertitudes technologiques des futurs programmes, et qui se concrétisent par des démonstrateurs (qui ne sont pas des prototypes !); on peut citer *Clementine* un microsatellite destiné à mesurer traiter et localiser l'activité radio-électrique, ou le radar du futur avion de combat ou le véhicule aérien de combat sans pilote, le démineur rapproché ou le robot de renseignement terrestre etc..

Enfin lorsque les briques principales sont acquises le nouveau programme destiné à satisfaire un besoin militaire est lancé.

Les moyens financiers dépensés vont s'accélérer le long du cycle du programme, évidemment la phase de production est la plus onéreuse mais mieux a été réussi le développement moindre sera son coût; cette situation est conflictuelle car le politique et le militaire veulent disposer rapidement du moyen nouveau qui permet la supériorité et contrairement les ingénieurs et managers veulent assurer les étapes pour garantir les objectifs de performance et de coût de possession. Bien des exemples sont cités par la presse des désordres consécutifs aux effets de chaque coup de balancier. Aussi le métier de directeur de programme est un vrai métier de manager expérimenté, tant du fait du volume financier qu'il a à gérer mais aussi des conséquences militaires et sociales de ses décisions.

Ces programmes sont exécutés par l'industrie par marchés publics, avec toute la procédure spécialisée.

Coopération et Europe de la défense

Pendant la période de guerre froide chaque nation européenne a cherché à structurer sa défense de façon autonome, même si le cadre de l'OTAN a apporté des standardisations plus normatives que de fond. Les grands pays européens (Le Royaume Uni, la RFA et la France) ont effectué des coopérations que je qualifierai de circonstance (avion Jaguar, Transall,...) souvent plus poussées par un besoin de reconstruire leur BITD que de coopération politique, voire d'intérêt financier (au contraire).

La France et l'Allemagne ont créé l'ISL (Institut franco-Allemand de Saint Louis) en 1958 pour concentrer leurs efforts de recherche militaires. Cette institution d'où sont sorties des innovations majeures en matière d'armement, aurait pu être le ferment de développements plus européens mais...

Depuis le traité de Maastricht et les accords d'Helsinki cette coopération a pris un tour plus volontariste et plus concret.

² L'ISL a été créé par les ministres Jacques Chaban Delmas et Franz Josef Strauss en 1958 pour rassembler en un lieu unique de savants des deux pays et y effectuer de la recherche militaire à leur profit. Cette initiative unique a produit des résultats remarquables dont usent les armées des deux pays; il aurait pu être le creuset d'une coopération plus développée !

En matière de conduite des opérations un état major Européen, à côté du SHAPE, a été créé pour conduire les opérations aux quelles l'OTAN ne veut pas participer.

Des unités militaires sont Européanisées : le Corps Européens, la Gendarmerie européenne,

En matière de programmes d'armement l'OCCAR, destiné à conduire et réaliser les programmes communs des pays créateurs (Royaume Uni, Italie, France, FRA, Pays-Bas et maintenant Suède), il est en opérations et conduit aujourd'hui l'A400M, le Tigre, Le Roland Frole, le PAAMS, le Cobra, etc, sur un principe d'économie maximale, il est ouvert aux pays désireux de se doter de ces équipements

En matière de recherche de défense les pays signataires de l'accord cadre dénommé la LoI³ se concertent régulièrement et harmonisent leurs positions afin de promouvoir une utilisation plus efficace des ressources de R&T le MOU⁴ Europa substitué à Euclid prévoit plus de transparence et une meilleure implication de l'industrie européenne de défense.

En 2004 la création de l'Agence Européenne de Défense (EAD) est une réalité qui exerce un rôle d'impulsion politique et de contrôle au profit des états membres sur quatre domaines :

1. Les Capacités européennes de gestion de crise, par une définition communes de besoins militaires.
2. La coopération en recherche et Technologie.
3. La coopération sur les programmes d'armement.
4. Le marché d'équipements de défense communs

Exportation, industrie

L'exportation génère aujourd'hui 20% du chiffre d'affaires des industries et contribuent à rentabiliser les efforts de recherche nationaux. Les questions sont d'ordres politiques, réglementaires, militaires, et de concurrence ou de saine bonne conduite, voire d'éthique.

L'industrie d'armement emploie près de 200 000 personnes dans notre pays. Ce montant est significatif car il représente environ la moitié des effectifs des Forces, et par les salaires et les emplois induits l'impact économique est aussi important que celui des unités militaires, aussi les hommes politiques défendent leur industrie locale avec quelque fois plus d'énergie que la cohérence ne le permettrait. Cette industrie, longtemps très étatique, est aujourd'hui dans le marché avec toutes les protections juridiques et sécuritaires nécessaires. Cette industrie a une histoire liée à celle de nos pays et a mis longtemps à s'adapter aux nouvelles conditions industrielles à la fois du fait de la susceptibilité nationale et du poids des investissements.

La réorganisation des années 1990 aux USA a montré le chemin, la création d'une Industrie Européenne concentrée et performante est impérative, du travail a été fait notamment avec la création d'EADS et l'Européanisation de Thalès (multinationalité) mais si des voies s'annoncent aujourd'hui dans l'armement naval, l'industrie d'armement terrestre n'a pas beaucoup avancé, or la force du marché intérieur américain donne des moyens aux capitaux d'outre atlantique pour conduire une politique de grignotage (GD⁵ en Espagne et en Suède).

³ Letter of Intend : Allemagne, France, Espagne, Italie, Royaume Uni et Suède.

⁴ MOU, Memorandum Of Understanding.

⁵ GD, Général Dynamics.

Equipement de Force

Parlons moyens, on a coutume de quantifier l'effort de défense d'un pays en fonction de la part du Pib consacré à la défense dans le budget, et bien sur, l'on cite les USA avec un taux de plus de 3,7% .

Pour notre pays nous avons eu bon an mal an un taux de 3% en moyenne , ce taux est descendu au dessous de 2% sous la dernière cohabitation , il est remonté à 2,3% . Nos amis britanniques sont à 2,4% et la RFA à 1,4%. Or l'UE aligne 2 000 000 de militaires et les USA 1 433 000...(la Chine 2 250 000).

En Euros cela fait pour la France 36,3 Md€, 390 Md€ pour les USA et 180 Md€ pour l'ensemble de l'UE, la comparaison est édifiante.

Sur ces dépenses il faut apprécier la part de création de moyens (Armements), pour la France le montant est de 15,5 Md€, celui des USA de près de 170 Md€.

La mise en œuvre de la LOLF⁶ structure maintenant les budgets par programmes : la défense met en œuvre 4 programmes

- Environnement et prospective de la politique de défense (responsable DAS⁷)
- Préparation et emploi des Forces (CEMA⁸)
- Soutien de la politique de défense (SGA⁹)
- Equipements des Forces (CEMA, DGA¹⁰)

Doté de 10Md€ environ soit 29% du budget, ce dernier programme réalise les moyens de cinq systèmes de forces :

1. La dissuasion,
2. Le commandement et la maîtrise de l'information,
3. L'engagement et le combat,
4. La Projection, la mobilité et le Soutien,
5. La protection et la sauvegarde.

L'on voit bien qu'il n'y a plus de référence par rapport à une armée, mais à un effet à obtenir.

Parmi les grand programmes constitutifs de ces systèmes, je citerais :

L'AN50, le M51, les SNLE NG, les SNA Barracuda, les FMMM, les BPC (bâtiment de projection et de commandement), le 2° PA, les Rafales AN, DA, B, Marine, les drones , l'EBRC, le Tigre, le NH90, Helios IIB, SyracuseIII, FELIN , etc....

⁶ LOLF, Loi Organique des Lois de Finances, en fait introduit un vrai Contrôle de Gestion dans le management des administrations de l'Etat.

⁷ DAS, Direction des Affaires Stratégiques du Ministère de la Défense

⁸ CEMA, Chef d'Etat Major des Armées

⁹ Secrétaire Général pour l'Administration du Ministère de la Défense.

¹⁰ Délégué Général pour l'Armement.

